

UNE CRISE PEUT EN CACHER UNE AUTRE

Dans les coulisses de la crise sanitaire : le virus de la surveillance globale

Et si la crise sanitaire était avant tout un révélateur ? Sans la formuler encore consciemment, c'est cette question qui nous a motivée à entamer les recherches. De surprise en surprise, nous sommes tombés sur des armadas de think-tanks, fondations privées et conglomérats diverses, qui s'affairaient depuis fort longtemps pour faire advenir... "le monde d'après" !

Le texte qui suit présente une synthèse des ambitions et stratégies à l'œuvre et des façons dont elles se conjuguent dans l'élaboration de ce qui apparaît comme une architecture globale de domination. Il aborde aussi les implications pour chacun d'entre nous, nos sociétés actuelles et futures, la communauté humaine toute entière et jusqu'à l'avenir même du genre humain. De la lucidité du diagnostic dépend l'issue d'un combat

SOMMAIRE :

COMMENT GARDER SA LUCIDITÉ EN PANDÉMIE ?

"Comme un coup de tonnerre dans un ciel serein" / Event 201 : un avant-goût épidémique / Une "Alliance" pour l'identité Numérique / Davos et la "4^e révolution industrielle" / Le Great Reset : la grande réinitialisation / Vers un nouvel agencement sécuritaire et politique / Le règne obscur des consultants : zoom sur McKinsey / L'hôpital malade du traitement néo-libéral

LA CONNEXION SÉCURITAIRE

Dans les berceaux de San Francisco / Liaisons dangereuses / La stratégie du Cheval de Troie

LES DÉSASTRES DE LA GUERRE SANITAIRE

Paupérisation et régression démocratique / Un mauvais coup d'accélérateur /
Pesticide ? Non, liberticide

DANS QUEL e-MONDE VIVONS-NOUS ?

La fusion privé-public / Global compact : une bombe à retardement / Big data is watching you /
L'offensive transhumaniste / L'humanité comme un troupeau... /
Vers un crédit social à la française ?

1 - COMMENT GARDER SA LUCIDITÉ EN PANDÉMIE ?

"Comme un coup de tonnerre dans un ciel serein"

D'abord rumeur lointaine, puis comme un violent coup de tonnerre dans un ciel serein, au tournant de l'année 2020, la nouvelle d'une épidémie mortelle inconnue qui frappait en Chine les habitants de la ville de Wuhan, onze millions d'habitants, s'est amplifiée de semaine en semaine. Décompte des morts, contagion à des pays limitrophes, virulence du virus, premières hypothèses. Tous les médias ont répercuté alors l'information de l'existence d'un laboratoire bactériologique de type P4¹, les plus dangereux, en bordure de la ville. Puis c'est silence radio sur le laboratoire bactériologique. Ce nouveau coronavirus aurait été transmis par les pangolins, vendus sur le marché d'animaux vivants de Wuhan, ou par des chauves-souris.

Que s'est-il passé ? Que se passe-t-il ? Tout devient flou, changeant, insaisissable. Et s'il s'agissait d'un accident de laboratoire ? Mais le mot accident est très imprécis. Encore, si l'on évoquait une "fuite", on comprendrait. Décidément, il va falloir rester vigilants pour garder notre sens critique. Tout invite à la démission, à la soumission, à la défaite de la pensée. Car non seulement "l'urgence" de la situation demande que l'on suspende son jugement, mais il faudrait de surcroît adhérer successivement à des explications contradictoires. Comme bientôt en France pour le port du masque, d'abord décrété inutile, puis obligatoire, même en pleine nature, et sous peine d'amende ! Hormis faire nos excuses au pangolin qui n'y était pour rien, à quoi bon s'appesantir sur une question qui, pour le commun des mortels restera encore longtemps sans réponse ? Mais c'était alerte rouge ! On entendait que le virus allait décimer les populations en quelques mois. Aurait-on voulu ranimer le spectre de la peste bubonique, – ne venait-elle pas de Chine elle aussi ? - et donc de la mort de masse, qu'on n'aurait pas fait mieux.

Dans la foulée, le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) déclare *l'état de pandémie*. Les mesures coercitives sont immédiatement présentées comme les seules envisageables². En France, sur un ton solennel et macabre, les médias diffusent à longueur de journée des nouvelles de plus en plus anxiogènes. Décompte pluriquotidien du nombre de décès dans les hôpitaux, les Ehpad... Dès lors, le nouveau coronavirus occupe la quasi-totalité du temps d'antenne des radios et télévisions. Récit des cadavres entreposés dans des sacs dans des hangars

¹ Laboratoires traitant de pathogènes de classe 4. Il y en aurait une soixantaine dans le monde, trois en France.

² Fin janvier 2020, le directeur de l'OMS, Tedros A.G., affirme sur Twitter : "La Chine établit en fait une *nouvelle norme* pour la réponse aux épidémies.". Le ton est donné, alors qu'un grand nombre de médecins, y compris au sein de l'OMS, nient l'efficacité des isolements forcés et des quarantaines autoritaires à grande échelle.

réfrigérés. Images effrayantes collectées dans différents pays et tournant en boucle sur les chaînes d'information continue. L'effet de sidération est réussi.

Dans son discours du 16 mars 2020, le président français martèle "Nous sommes en guerre !" A la réécoute on constate que la colonne vertébrale de ce discours martial se réduit à scander "unité nationale et mobilisation générale" contre le virus. Ce qui n'a aucun sens, mais préfigure le rapprochement, le télescopage entre sécuritaire et sanitaire qui sera la marque de cette gestion de crise. Par ce truchement, il est ipso facto sous-entendu que les sceptiques, les critiques seraient des déserteurs, des traîtres à la patrie. Brutalité de l'annonce : le confinement doit entrer en vigueur... dès le lendemain 17 mars, à midi. Garde à vous ! Et gaffe à la prune !

Dès lors le chef de l'État dispose des pleins pouvoirs pour décréter l'état d'urgence sanitaire (décret du 23 mars 2020). E. Macron réunira presque chaque semaine le Conseil de défense, instance restreinte créée pour les décisions de stratégie militaire, mais renommé Conseil de défense sanitaire³. Avantage : sa composition est à la discrétion du président. Tout ce qui s'y dit est couvert par le secret-défense et les comptes rendus ne sont pas accessibles. Ainsi, même le Conseil des ministres sera tenu à l'écart des discussions et décisions sur la gestion de l'épidémie. Mais la "Sécurité Sanitaire" - si le sigle véhiculé par l'expression vous a agressé l'oreille, tant mieux pour votre sensibilité - offrait un boulevard aux dirigeants peu épris de démocratie.

A l'âge de la post-vérité – déclaré mot de l'année par le Oxford dictionary en 2016 -, des fake news ou déclarées fake, c'est selon, de la manipulation de masse et de la professionnalisation de la désinformation, l'affaire se corse. Or la "post-vérité" n'est pas un simple relativisme culturel, c'est une indifférence à la vérité. Ce qui est gravissime, parce que le droit et la justice ne peuvent se fonder que sur des faits avérés.

Dès son accession à la présidence des États-Unis début 2017, Donald Trump sort un nouveau concept : celui de faits...alternatifs ! Lui a-t-il été soufflé par le milliardaire et as des algorithmes qui l'avait aidé à remporter la victoire ? Steve Bannon, patron de Cambridge Analytica, avait mis ses finances et ses compétences au service du candidat républicain et deviendra son communicant en chef. Notons que Cambridge Analytica fait partie du groupe SCL, basé à Londres, qui a pour cœur de métier les "stratégies de management électoral" ; autant dire de manipulation pour influencer les électeurs. Embrouille dans l'embrouille, la guerre informationnelle fait rage et prend les cerveaux comme champs de bataille.

³ Y siègent le Président de la République, le Premier ministre, les ministres de la Santé, de la Défense, de l'Intérieur, et de l'Économie, et le cas échéant, des acteurs du domaine de la santé.

Décidément, garder sa lucidité en pandémie pourrait relever d'un sport de combat. Mener les recherches nécessaires, en allant directement aux sources quand elles sont disponibles, oui cela s'impose. Et c'est là que l'on tombe sur une chronologie intrigante, une série d'événements qui ont largement anticipé les scénarios qui se déroulent aujourd'hui.

Event 201 : un avant-goût épidémique

Un séminaire, candidement intitulé "Event 201 A global pandemic exercise"⁴, s'est tenu sur 4 sessions à l'initiative du John Hopkins Center for Health Security, du Forum économique mondial et de la Fondation Bill et Melinda Gates, à New-York, de septembre à décembre 2019.

Les spécialistes de l'événementiel le savent : les grands événements - que ce soit un championnat mondial d'échecs ou un concours international de pâtisserie - ça se prépare, c'est affaire de planification et de coordination. Ainsi la simulation, la prescription voire la programmation, ont précédé l'événement réel. Si on ne peut rien en conclure, il y a de quoi être aux aguets. Mais comme la communication officielle renvoie au sens du devoir et de responsabilité des organisateurs qui savaient que la grande menace épidémique viendrait de la mutation d'un virus, probablement d'un coronavirus, on n'a plus qu'à s'incliner.

Il convient donc d'examiner de plus près qui étaient les acteurs participant à cet "événement" sur l'épidémie à venir. La liste est éloquente : la quasi-totalité est affiliée à la sphère privée et au monde des affaires !

La précision apportée dans les préconisations pour la "gestion de la crise", quand elle surviendrait, laisse pantois. La communication de crise devra être centralisée, coordonnée et orientée "top-down", c'est à dire du sommet vers le bas. Le porte-parole d'Edelman, numéro un des firmes de relations publiques, décrète : "il faut une réponse centralisée autour de l'approche de communication de crise qui sera ensuite transmise en cascade aux porte-paroles accrédités dans les communautés, les ONG, les professionnels de santé"⁵.

Dans le but de construire une réponse globale et unifiée face à la pandémie, une feuille de route⁶ se dessine au fil des échanges et définit les objectifs :

4 Source : <https://www.centerforhealthsecurity.org/event201>, toujours en ligne à l'heure où nous publions cette brochure.

5 Ibid, in "Pandemic exercise" segment 4.

6 Le scénario Event 201 apparaît comme une réactualisation du rapport Rockefeller de 2010, qui prévoyait une pandémie à venir et anticipait les moyens de la "contrôler". "Scenarios for the Future", Fondation Rockefeller & Global Business Network, May 2010.

- maîtrise de la communication, du récit officiel via les médias dits traditionnels et les réseaux sociaux,
- lutte acharnée contre les fake-news qui ne manqueront pas de proliférer, quitte à "réduire l'accès à l'information",
- promotion de la vaccination de masse (objectif : 80 à 90% de la population mondiale !) à partir d'un "vaccin" fabriqué dans l'urgence, alors même que cette vaccination est présentée comme risquée⁷,
- isolement des malades, traçage, suivi et identification numérique des populations à des fins de contrôle sanitaire,
- accélération, par des moyens renforcés, de la gouvernance globale autour de l'OMS et des institutions financières internationales,
- rôle central donné aux partenariats privés-public.

Avant même que la crise sanitaire ne survienne, sa préfiguration était déléguée à un conglomérat associant firmes transnationales, fondations privées, agences de relations publiques et de renseignements. Curieux n'est-ce pas ? Avons-nous affaire à des voyants extra-lucides ? On pourra leur préférer la lucidité d'un philosophe, Éric Sadin, qui prévenait depuis 2016 des risques "d'une brusque intensification de l'alliance à l'œuvre depuis les années 1980 entre secteurs privés et publics, aujourd'hui mus par des intérêts hautement convergents, cherchant à concrétiser massivement et dans les meilleurs délais cette ambition structurelle et infra-structurelle"⁸.

Une "Alliance" pour l'identité Numérique

Presque trois ans et demi plus tôt, le grand colloque "ID 2020", sur l'identité numérique se tient à New-York, les 16 et 17 mai 2016. L'initiative est pilotée par Microsoft, Accenture, la fondation Rockefeller, GAVI (Global Alliance for Vaccines and Immunization, patronnée par la Fondation Bill et Melinda Gates)

Ce colloque, bientôt institué en Alliance pour l'Identité numérique, préconise pour chaque individu sur terre sans exception, l'accès à une identité numérique avec un QR code unique infalsifiable où,

⁷ Voilà ce que Divya Hosangadi, préparatrice du document "Médical countermeasures" pour Event 201, écrit dès 2019 à propos des vaccins : "Certaines expériences ont montré la possibilité que l'immunité obtenue par les vaccins contre les coronavirus soit de courte durée ; qui plus est, une maladie plus grave peut être induite par des vaccins contre le coronavirus. Cela a provoqué des inquiétudes : les vaccins ciblant les coronavirus (tels le MERS ou le SRAS) peuvent entraîner des effets indésirables." Source : <https://www.centerforhealthsecurity.org/event201/event201-resources/mcm-fact-sheet-191009.pdf>

⁸ "La siliconisation du Monde", Éric Sadin. Ed. L'Echappée.

avec son nom, date et lieu de naissance, seront stockées ses données biométriques (empreintes digitales, mensurations, scan de l'iris, reconnaissance faciale, vocale), données sanitaires également et, à terme, bancaires. Le tout devra être centralisé dans un lieu unique et global. "L'interopérabilité" des données avec les agences et entités "pertinentes" devra être complète. A chaque fois que l'individu passera devant un portique dédié, toutes ses données apparaîtront sur un écran.

L'enrobage promotionnel est à la mesure des ambitions. Et la voie numérique est bien sûr pavée de bonnes intentions. L'identité numérique pour tous est proclamée "progrès pour l'humanité", elle doit favoriser la fluidité dans les transports, les aéroports ; elle sera d'un grand secours pour les migrants, voire un "moyen de lutte contre les inégalités" !

La Banque mondiale, toujours prête à promouvoir l'intérêt des firmes transnationales, n'a pas tardé à emboîter le pas et vanter les mérites de l'ID pour les pays dits en développement. Pas moins de 500 millions de personnes ne sont-elles pas exclues de leurs "droits" élémentaires du fait de leur invisibilité administrative, ne pouvant ainsi bénéficier d'une prospérité qui ne demande qu'à être mieux partagée. On est prié d'applaudir...

C'est par l'argument de la croissance économique que le cabinet McKinsey s'efforce d'appâter les gouvernements. Dans un rapport de 2019⁹, la firme de conseil en stratégie et management fait miroiter des profits et des taux de croissance colossaux aux pays qui s'engageraient sur la voie radieuse de l'*homo numericus*. En fichant, traçant et contrôlant les citoyens, ces pays pourraient connaître jusqu'à...13 % de taux de croissance annuel. Bref, le nirvana à la portée d'un QR code !

Davos et la "4^e révolution industrielle"

En 2015, le C4IR, Centre pour la quatrième révolution industrielle, basé à San Francisco, tient colloque sur la *gouvernance technologique globale*. Ce centre, lancé à l'initiative du Forum économique mondial de Davos (encore lui), est en réalité un réseau de partenaires, privés mais aussi gouvernementaux, avec aujourd'hui des antennes dans près de 40 pays. Si sa raison d'être est de promouvoir la gouvernance mondiale grâce à la "révolution numérique", sa grande obsession est celle du grand timonier de Davos, Klaus Schwab, qui affirme aujourd'hui ouvertement que les Etats-Nations et le gouvernement mondial ne peuvent coexister et que c'est l'échelon État-Nations qui doit disparaître.

Le Great Reset : la grande réinitialisation

⁹ Digital Identification, A key to inclusive growth, McKinsey Global Institute, avril 2019.

Le Great Reset, c'est le leitmotiv de K. Schwab dans son dernier livre, paru en juillet 2020, quelques mois seulement après le début de la crise sanitaire. Car le moment s'avère crucial : le système économique actuel court sa perte. Un dangereux cocktail lié aux risques financiers (bulles et menaces de krach), écologiques (crise climatique, effondrement de la biodiversité), et sociaux (injustices et inégalités) risque à tout moment d'exploser. Pour parer à la menace et sauver la mise, il s'agit de réinitialiser le capitalisme : d'où l'idée du Great Reset... Pour K. Schwab : "la pandémie représente une fenêtre d'opportunité rare mais étroite pour repenser, réinventer et réinitialiser notre monde". Une pandémie, voilà comment accélérer le programme ficelé par Davos, le tout dans le sens d'une gouvernance globale, d'une intégration économique et d'un contrôle social renforcé. Objectif : la "4e révolution industrielle". Les technologies numériques sont présentées comme la clef du futur et la solution à tous les problèmes. Il s'agit également de transformer l'humain¹⁰ en appelant à la "fusion de nos identités physiques, digitales et biologiques".

Si le programme transhumaniste, ou post-humaniste, du Great Reset déclenche des craintes et des sueurs froides, le Pr Schwab et les missionnaires de Davos sont là pour vous rassurer, car à l'horizon 2030, selon leur prophétie : "vous ne posséderez rien... et vous serez heureux"¹¹.

Vers un nouvel agencement sécuritaire et politique

Le traçage, le suivi, le pistage que permettent les outils numériques contemporains sont faramineux, démesurés, sans limites. Tandis que les côtés positifs de ces instruments sont inlassablement mis en exergue, leur face sombre reste occultée. Ce n'est que "grâce" à un vide juridique que ceux que l'on n'appelait pas encore les GAFAM – (pour Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) ont pu, à l'insu des utilisateurs, et hors tout cadre légal, garder, stocker, profiler et revendre, les données de connections, localisation et contenus de chaque utilisateur. Ce quasi-monopole sur des données qui ne leur appartiennent pas est une anomalie sans précédent historique.

Or ces données ne sont pas seulement utilisées à des fins commerciales mais aussi dans des buts politiques et sécuritaires. C'est pourquoi ce cocktail de consultants, fondations d'entreprises et géants du numérique doit nous interpeller. D'autant plus que l'influence politique de ces derniers n'est plus à démontrer. Comme l'a révélé le scandale Cambridge Analytica, la capture et revente des

10 "Les innovations époustouflantes déclenchées par la quatrième révolution industrielle, de la biotechnologie à l'intelligence artificielle redéfinissent ce que signifie être humain". In : "La Quatrième révolution industrielle", K. Schwab, Ed. Dunod, 2017.

11 Huit prédictions pour le monde en 2030, Forum économique mondial de Davos, 2016.

données et le profilage algorithmique permettent déjà de faire basculer des élections présidentielles en faveur d'un Trump ou d'un Bolsonaro. Steve Bannon, le PDG de Cambridge Analytica, libertarien et transhumaniste, continue aujourd'hui à sévir de plus belle. Sa fondation, "The movement", a ouvert une antenne à Bruxelles, où elle dispense des séminaires de formation aux extrêmes droites européennes sur les méthodes de manipulation des opinions publiques grâce au profilage algorithmique et l'envoi de messages ciblés selon les profils émotionnels des destinataires.

Le règne obscur des consultants : zoom sur McKinsey

C'est à la firme McKinsey que le gouvernement français a attribué, sans appel d'offre, l'essentiel de la *consultance* pour la gestion de la crise sanitaire et de la vaccination. Or non seulement McKinsey a une réputation sulfureuse, spécialement en matière de santé publique, mais le conflit d'intérêt est frontal. En effet McKinsey se glorifie sur son site de travailler pour les plus grandes firmes pharmaceutiques, dont Pfizer et Johnson&Johnson. Ce géant du conseil en stratégie et en management est à la croisée d'une série de scandales, et pas seulement aux Etats-Unis¹². N'en citons qu'un : le scandale des opioïdes. Ces médicaments anti-douleur qui contiennent un opium de synthèse surpuissant, prescrits à tout va, font des ravages aux USA depuis 1999. La justice américaine a établi que les conseils dispensés par la firme à Purdue Pharma et à Johnson&Johnson étaient d'une nature particulière : pour augmenter les profits il suffisait de doubler les doses prescrites et de mener des campagnes publicitaires plus agressives ! Les opioïdes étant hautement addictifs, s'en suivit ce qui était prévisible : des dizaines de milliers d'overdoses chaque année, pas loin de 500.000 morts en 20 ans !

Quand le gouvernement français a fait appel à McKinsey pour la stratégie de gestion de la crise du Covid-19 et pour la campagne de vaccination, les faits étaient connus et McKinsey avait déjà versé 573 millions de dollars pour calmer l'ardeur des juges dans 47 états américains¹³. Le carnet de chèque a permis à McKinsey de se tirer d'affaire... pour le moment.

Fondé au début du XXe siècle, l'honorable cabinet international intervient aujourd'hui dans soixante-cinq pays où il a essaimé pas moins de cent-trente bureaux. Son influence sur le secteur

12 Cf. les affaires et controverses : Galleon, Orphoz, Ekstom, SwissAir, Enron...

13 Selon la procureure de l'État de New York, Letitia James : "Les tactiques marketing cyniques et délibérées de McKinsey ont contribué à alimenter la crise des opiacés en aidant Purdue Pharma à cibler les médecins dont ils savaient qu'ils sur-prescrivaient les opiacés" (Le Figaro/AFP, 4 fév. 22). Ces médecins qui pratiquaient les sur-prescriptions obtenaient des bonus financiers.

privé et public dans ces pays est considérable. En 2019, selon le magazine Forbes, son chiffre d'affaire dépasse les 10 milliards de dollars !

Ce qui fait la force opérationnelle de McKinsey, c'est son implantation internationale et surtout l'accès illimité/privilégié aux big data. Ces deux atouts lui permettent de comparer les mesures et les dispositifs en vigueur dans différents pays et de générer ainsi, dans une optique d'orthodoxie néo-libérale, des effets de modélisation et d'uniformisation systématiques et de placer les intérêts privés au cœur de la sphère publique. Sous la houlette des cabinets tels McKinsey et consorts, la normalisation technocratique, rebaptisée cyniquement "nouvelle normalité", devient *le mode de pilotage des sociétés*.

Pendant la crise sanitaire, McKinsey aurait ainsi conseillé plusieurs dizaines de gouvernements et proposé pour ces pays des mesures identiques : confinements, vaccination de masse, distanciation "sociale", distinction biens essentiels /non-essentiels, mise en place de pass-sanitaire ou vaccinal...

En France, les noces de McKinsey avec l'exécutif ne datent pas de la crise sanitaire. Elles furent célébrées en 2007 au sein de la commission Attali commanditée par l'Élysée et intitulée "Libérer la croissance". Modernisation de l'État, réforme des retraites, de l'enseignement, des hôpitaux, du marché du travail : sur tous ces domaines d'intérêt général le cabinet conseil nord-américain a pu proposer son expertise, parfois à titre "gratuit" (pro bono), et injecter, dans le sérail de l'État, sa cohorte de directeurs-associés. Dès lors, les mêmes recettes sont mises en avant : désosser l'État, offrir les meilleurs morceaux au secteur privé, imposer la politique du chiffre, abaisser le "coût" du travail, retarder l'âge du départ à la retraite. En bref : priorité au monde des affaires, au secteur privé, au profit des actionnaires. L'État paie ainsi grassement des cabinets de consultants pour... déconstruire l'État¹⁴.

L'hôpital malade du traitement néo-libéral

La poursuite coûte que coûte, même pendant la crise du Covid-19, du programme de démantèlement des services publics - les hôpitaux en particulier – relève du sabotage¹⁵. En

14 Cf "Les infiltrés" Mathieu Aron, Caroline Michel-Aguirre, Allary éditions, fév. 2022 : les cabinets ont acquis un rôle exorbitant, depuis quinze ans, dans tous les domaines de l'action publique. Bien au-delà de l'appui technique, il s'agit d'une véritable main-mise idéologique. Selon les auteurs, un "putsch progressif" est en cours.

15 Une étude de la DRESS, publiée le 29 septembre 2021, rapporte que 5758 lits d'hospitalisation ont été fermés au cours de l'année 2020.

continuant obstinément sur cette ligne idéologique, avec l'appui des cabinets de stratégie, le trou dans la coque du navire, au moment où il fallait affronter la tempête, n'a cessé de s'agrandir.

Depuis la réforme de 2008 et la mise en place des Agences régionales de Santé, les économies réalisées sur le dos des hôpitaux publics, du personnel et des patients vont de pair avec l'adaptation aux logiques du marché et du profit qui, au lieu d'apporter des solutions, ont aggravé les problèmes. Après presque quinze années de cure d'amaigrissement, la politique du chiffre a ruiné l'hôpital public matériellement mais aussi humainement. Et les mesures sanitaires draconiennes prises à partir de mars 2020 (confinements, vaccination de masse...) ont surtout eu pour but d'éviter un blocage fatidique par surcharge des hôpitaux. Avec ces mesures il s'agissait ainsi de cacher la faillite manifeste d'un mode de gestion calquée sur le secteur privé et d'éviter les redoutables conséquences politiques qui en auraient découlé.

2 - LA CONNEXION SÉCURITAIRE

Dans les berceaux de San Francisco

Derrière les cabinets de consultants et les GAFAM plane l'ombre des appareils de sécurité et de surveillance. C'est un fait historique, l'internet est une invention de l'armée américaine. D'ailleurs le sigle que vous tapez dans la barre d'un moteur de recherche porte la trace de ce lien congénital. WWW provient de WWMCCS - World Web Military Command and Control System. La Silicone Valley a été le double berceau de l'industrie militaire de pointe et de l'informatique civile à l'usage des industriels et des particuliers. Cette dernière a été massivement subventionnée par le gouvernement US, car on en espérait des retombées militaires¹⁶ !

Même si les GAFAM, profitant de leur proximité avec la ville de San Francisco, ont dès l'origine su se donner une image très californienne, cool et conviviale, d'entreprises d'un nouveau type, au service de la liberté et de la créativité individuelle ; ils ont développé des liens étroits avec les établissements de sécurité et de surveillance.

Ainsi, un rapport réalisé pour la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) datant de 1999 et intitulé "Sécurité des systèmes d'information, dépendances et vulnérabilités" fait état de *liens* entre Microsoft et les services de renseignements américains via "l'existence de programmes espions"

16 "C'est grâce aux contrats militaires que va s'opérer le décollage de l'industrie informatique comme secteur stratégique. Et plus spécialement de son fleuron, IBM." In "La globalisation de la surveillance aux origines de l'ordre sécuritaire", Armand Mattelard, Ed. La Découverte, 2008

dans les produits vendus par Microsoft et rapporte que des membres de la toute-puissante Agence pour la sécurité nationale (NSA) américaine travailleraient dans des équipes de la firme de Bill Gates¹⁷.

Le secrétaire d'État américain à la défense William S. Cohen s'adressait en ces termes aux employés de Microsoft, le 18 février 1999 : "Les armes et les blindés sont en quelque sorte les souvenirs poussiéreux d'un passé quasi obsolète dans un monde basé sur l'information qui nous mènera vers le futur" (...) "Je suis persuadé que Microsoft comprend le lien crucial qui existe entre notre sécurité nationale et la prospérité de notre pays"¹⁸. A bon entendeur ...

Aux États-Unis, suite aux attentats du 11 septembre 2001, la société civile entre dans le collimateur de la surveillance numérique généralisée, via le Patriot Act puis le Terrorist Surveillance Program. Cette obsession de surveillance se traduira notamment par le projet Prism, courageusement révélé en 2013 par Edward Snowden, alors employé de la NSA (National Security Agency).

En 2021, l'affaire du logiciel espion Pegasus, de la firme israélienne NSO, a illustré combien le renseignement, pour ceux qui s'y adonnent, est une drogue dure. Ces logiciels espions, véritables armes digitales, ont été à 99% utilisés contre des membres ... de la société civile.

Les contestataires et les dissidents, qu'ils soient militants ou journalistes, avocats ou chercheurs seront bientôt, quand ils ne le sont pas déjà, réduits au silence numérique ou poussés dans le goulag électronique !

Liaisons dangereuses

Dans la course à la surveillance numérique, les services de renseignement français ne tardent pas à se mettre à la page : en 2016, la DGSI (Direction Générale du Renseignement Intérieur), signe un contrat de 10 millions d'euros avec la société américaine Palantir. Cette firme, fondée en 2004 par le milliardaire Peter Thiel, membre du comité de direction du Groupe Bildeberg¹⁹, a pour principal investisseur in-Q-Tel le fonds d'investissement... de la CIA. Le contrat entre la DGSI et Palantir, qui devait être temporaire, se prolonge à ce jour. Interrogé par l'agence Reuters en mars 2021 sur la nature exacte du contrat, les dirigeants n'ont pas souhaité répondre...

Tels les GAFAM, la surveillance globale ne connaît ni limites ni frontières.

¹⁷ Les Échos, 21 février 2000.

¹⁸ Texte intégral sur le site US department of defense, speech ID347.

¹⁹ Depuis 1954, ce club ultra-fermé et ultra-libéral reçoit des grands du monde politique et économique sans que rien ne filtre de leurs échanges.

Fleuron de l'industrie française, le groupe Thalès, impliqué jusqu'au cou dans la surveillance, ne démérite pas. En sus du spatial et de l'armement, il se déploie dans toutes les infrastructures de l'identité numérique ou digitale : reconnaissance faciale, techniques biométriques, portiques de contrôle.... Sans oublier "toutes les innovations de la "Deep Tech"- deep data, intelligence artificielle, connectivité, cybersécurité", comme il s'en glorifie sur son site. Mais soyons rassurés, car "c'est pour construire un avenir de confiance".

L'ex-patron de Thalès, Thierry Breton a été nommé, sur proposition du gouvernement français, Commissaire européen au marché intérieur²⁰. Avec l'arrivée d'E. Macron à la présidence du Conseil Européen, le 1^{er} janvier 2022, les deux compagnons de la *libéralisation* ont eu une opportunité unique pour faire avancer les dossiers vers une Europe libérale et... ultrasécuritaire !

La stratégie du Cheval de Troie

Que l'on parle de capitalisme de l'attention, de capitalisme de plate-forme, de capitalisme de surveillance²¹, toutes ces nouveautés émanent de la foudroyante progression du numérique. Mais la double face, commerciale et sécuritaire se retrouve plus que jamais dans le pass-sanitaire. Véritable cheval de Troie, faussement présenté comme une réponse à la pandémie, le pass-sanitaire puis vaccinal n'est rien d'autre qu'un cadeau empoisonné : l'instrument le plus abouti de la dictature numérique en cours de construction. Ce soi-disant "sésame pour la liberté" est LE sésame pour la surveillance. Une surveillance rendue possible à un niveau *à la fois* individuel et global.

Ce n'est pas un hasard si c'est dans le domaine le plus intime, le plus personnel de chacun, celui du corps et de la santé, que vient s'opérer cette ingérence. Quelle intrusion, quel empiétement !

Exagération ? Ce n'est pas l'avis de Peter Thiel, le milliardaire euro-américain patron de Palantir, pour qui le QR code deviendra le lien ombilical unique qui reliera chaque individu à son environnement et à sa communauté²². Prendre pour métaphore ce lien originel de la matrice du vivant humain, constitue une véritable déclaration de guerre à l'espèce humaine telle que nous la connaissons aujourd'hui.

3 - LES DÉSASTRES DE LA GUERRE SANITAIRE

20 En toute cohérence, nous retrouverons le commissaire Breton en promoteur zélé du pass-sanitaire numérique européen "comme l'un des outils de la relance économique à venir" - Le Parisien, 9 juin 2021.

21 "L'âge du capitalisme de surveillance, Le combat pour un avenir humain face aux nouvelles frontières du pouvoir", Shoshana Zuboff, Ed. Zulma, 2020.

22 "A L'horizon 2030, chaque nouveau-né sur terre recevra un QR code" (cf. actes du colloque, site : ID 2020).

Paupérisation et régression démocratique

"Les confinements ont une seule conséquence que vous ne devez jamais, jamais sous-estimer, c'est de rendre les pauvres terriblement plus pauvres"²³. Et le fait est, selon la Banque Mondiale, en 2020, à cause de la crise pandémique, plus de 100 millions de personnes sont passés sous le seuil de l'extrême pauvreté (moins de 2 dollars par jour) ce qui représente "une augmentation historique sans précédent de la pauvreté mondiale".

Peu d'informations à ce sujet ont percé le mur du politiquement correct bétonné par des médias fonctionnant en vase clos²⁴. Mais qui n'a pas gardé en mémoire les longues files d'étudiants devant l'aide alimentaire en France. Même enfouie, cachée, invisibilisée sous la brutalité du discours dominant, l'explosion des inégalités résonne comme un cri : d'un côté une orgie de profits dans les pays les plus riches en pleine période de "guerre sanitaire"²⁵, de l'autre des pauvres poussés aux extrêmes de la pauvreté.

La crise sanitaire a révélé comme jamais la déconnexion entre les cercles étroits et fortunés, les firmes avides de profit²⁶ et la dure réalité vécue par le plus grand nombre. La fracture semble totale entre les préoccupations d'une poignée de milliardaires et le quotidien des populations en proie à la précarisation et aux souffrances sociales, psychologiques, physiques.

Faut-il rappeler un seul fait : la montée en flèche, durant la pandémie, des tentatives de suicide chez les jeunes et même chez les enfants - fait qui a lui seul aurait dû sonner l'alarme.

Creusement obscène des inégalités, précarisation galopante, brutalité politique des mesures prises, incohérence, irrationalité sont en grande partie responsable du malaise social et de la tourmente psychologique dans un pays qui a glissé au seuil de l'Absurdistan. Le manque d'empathie des élites gouvernementales, et bien souvent leur arrogance, en France comme en Italie, en Autriche, en Allemagne, en Belgique... - restera la marque d'une gestion de crise par les dirigeants néo-libéraux obsédés par la défense de leurs intérêts.

23 Citation du Dr Nabarro, membre de l'OMS qui récuse le modèle autoritaire et anti-social préconisé pour la gestion de l'épidémie, notamment au nom du principe premier de la constitution de l'OMS qui stipule que "la santé est un état de complet bien-être *physique, mental et social*, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité".

24 Neuf milliardaires possèdent à eux seuls 90% des médias en France (chiffres issus du film "Media crash, qui a tué le débat public ? Valentine Oberti, Luc Hermann, fév. 2022).

25 "C'est sans précédent : en France, la fortune des milliardaires a augmenté plus rapidement en 19 mois de pandémie qu'en une décennie entière. De mars 2020 à octobre 2021, la fortune des milliardaires a augmenté de 236 milliards d'euros, soit une hausse de 86%" (source : Rapport Oxfam sur les Inégalités, publié en janvier 2022 et intitulé "Le monde d'après, les riches font sécession").

26 Bien loin d'avoir souffert de la pandémie, le fonds d'investissement BlackRock, pour ne citer que lui, affiche une augmentation de +85% de ses actifs entre 2019 et 2021 qui dépassent les 10000 milliards de dollars US soit autant que le PIB de la France, l'Allemagne et l'Italie réunis.

Mais la facture politique risque d'être salée. Car on ne gère pas, sans conséquences sociales dramatiques²⁷, un État comme une entreprise privée, ou une start-up. On ne s'adresse pas, du haut de son orgueil de technocrate, aux citoyens comme à des enfants irresponsables. On ne traite pas les peuples, comme des troupeaux corvéables et vaccinables à merci.

Un mauvais coup d'accélérateur

Comment ne pas constater que la crise sanitaire et les confinements successifs ont permis en un temps record d'opérer une quantité considérable de disruptions²⁸:

- en isolant les individus en limitant autoritairement la vie sociale, les réunions, les débats publics,
- en fermant sur décision administrative tous les lieux de loisirs et de culture et en les désignant comme biens non-essentiels,
- en court-circuitant au maximum les instances représentatives et en faisant passer des réformes et des lois sécuritaires et liberticides qui n'auraient jamais été consenties dans un autre contexte,
- en imposant sous pression la télé-éducation, la télémédecine, le télétravail,
- en favorisant la grande distribution et le commerce en ligne avec, comme dommage collatéral, la faillite d'un très grand nombre de PME-PMI et de petits commerces,
- en imposant une censure sur les réseaux sociaux, un plus grand contrôle des médias,
- en renforçant les dispositifs sécuritaires et numériques, la panoplie des outils de contrôle tout en augmentant les effectifs policiers et leurs moyens technologiques (drones, vidéosurveillance...).

Pesticide ? Non, liberticide

En France, avec la loi sur la sécurité globale et la loi contre le séparatisme, la régression démocratique atteint des proportions inquiétantes. La première, présentée par le député LREM, J.M. Fauvergue, ancien patron de l'unité d'intervention du RAID, vise notamment à légaliser l'utilisation de drones de surveillance capteurs d'images pour archivage dans des banques de reconnaissance faciale. Ils sont utilisés, hors cadre légal, depuis des années, il fallait donc bétonner l'affaire. Ouvrir des fonctions régaliennes, comme les contrôles d'identité, aux firmes de sécurité privées, interdire de filmer les policiers en action lors des manifestations, ce qui constitue une atteinte caractéristique à la liberté d'information.

27 Selon le Credoc, pendant la crise sanitaire le nombre de personnes en situation de précarité a augmenté de plus de 4 millions en France.

28 Ce terme : *disruption*, est cher aux chantes du néo-libéralisme de rupture. On le trouve abondamment cité dans la prose indigeste du Forum de Davos. Il évoque des changements brutaux, jugés préalablement inconcevables.

Adoptée par une Assemblée nationale réduite à peau de chagrin en raison des consignes de l'état d'urgence sanitaire, la loi sur la sécurité globale fut, après un maigre retoquage, entérinée par le Sénat. Le recours au Conseil d'État, déposé par la Quadrature du Net et Amnistie Internationale, fut débouté.

La deuxième, initialement intitulée loi contre le séparatisme, puis rebaptisée "Loi confortant les principes républicains", est passée plus inaperçue. Or elle s'applique non seulement aux organisations religieuses, mais à toutes les associations de la société civile. Celles-ci pourraient voir leurs subventions suspendues et être obligées de se *dissoudre* s'il est considéré qu'elles représentent une menace pour l'ordre public. Une formulation aussi vague ouvrant la porte à toutes les interprétations, c'est donc une épée de Damoclès sur les associations de défense des droits et de protection de l'environnement.

DANS QUEL e-MONDE VIVONS-NOUS ?

La fusion privé-public

Quelques faits majeurs ont changé le cours de l'histoire depuis une cinquantaine d'années. Le rôle de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International (FMI) est de plus en plus intrusif. Le FMI impose depuis les années 80 des programmes d'ajustement structurel draconiens aux pays endettés : dévaluations monétaires, ouverture à la concurrence internationale et privatisation des secteurs lucratifs, diminution des salaires et du nombre de fonctionnaires. Ces mêmes mesures d'austérité allaient bientôt s'appliquer aux pays du sud de l'Europe sous la férule de la Troïka²⁹.

Avec l'entrée en vigueur de l'OMC, le 1^e janvier 1995, et sans que les politiques en aient pris la mesure, c'est "open bar" pour les firmes transnationales. La marchandisation ne connaît plus de frontières : la planète et ses ressources, les sociétés et tous leurs secteurs d'activités, loisirs, culture, éducation, santé, etc. Les firmes en profitent comme jamais. Taux de profit records, fusions faramineuses. Leur devise dès lors aurait pu être "à nous la gouvernance mondiale". Un peu trop tôt pour l'afficher ? Puis, deux accords supplémentaires, le premier sur les télécommunications, le second sur les technologies de l'information (1997 et 1998) mettent à leurs dispositions de nouveaux secteurs. Aubaine pour le trading à haute fréquence, constitution de nouveaux conglomérats, monopolistiques dans bien des cas. On se distribue les ondes, la toile et bientôt les données.

²⁹ La troïka se compose de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de la Banque centrale européenne.

Global compact : une bombe à retardement

Depuis la signature du trop méconnu Global compact, le Pacte Mondial entre l'ONU et les firmes transnationales, lancé au Forum économique Mondial de Davos en 1999, bien de l'eau est passée sous les ponts. Mauvais signe pour l'entrée dans le troisième millénaire, ce partenariat privé-public inédit a auguré une privatisation rampante des agences de l'ONU et illustre la volonté de fusion et de confusion grandissante entre sphères publiques et privées.

Le Global compact n'oblige les firmes à rien, si ce n'est à émettre de vertueuses déclarations d'intentions. Elles ne sont soumises à aucune évaluation indépendante quant au respect des droits humains et de l'environnement. Par contre, excellent pour l'image, elles peuvent se faire valoir du sigle de l'ONU, la fameuse couronne de laurier, dans leur communication. Dès lors, leur influence sur un grand nombre de négociations internationales n'a cessé de s'étendre. Comme dit la maxime : "qui paye l'addition commande le menu". Joli coup ! Chaque million de dollars versé par Disney à l'Unesco lui vaudra prestige, défiscalisation et... accès privilégié à de nouveaux marchés. La "sponsorisation" par Monsanto et consorts de la Convention sur la biodiversité du Programme des Nations-Unis pour l'environnement (PNUE), leur permettra de "cadre" les négociations dans des limites tolérables, voire profitables, pour les géants de l'agrochimie et des biotechnologies.

Dans un autre registre, mais pour des motivations similaires, nous retrouvons la Fondation Bill et Melinda Gates comme deuxième financeur de l'OMS après le gouvernement des États-Unis. Décidément, la stratégie du "charity business" renommé *philanthropie* est payante : voilà Bill Gates omniprésent à l'occasion de la crise sanitaire et pour promouvoir sa solution unique : la vaccination mondiale. Progressant dans la plus grande hypocrisie, ce *philanthrocapitalisme* est devenu le masque de la prédation mercantile³⁰.

Aujourd'hui, à l'heure où la gravité de la crise écologique se confirme de mois en mois, les firmes transnationales ont leurs "solutions" pour sauver la terre et le genre humain. A grand renfort de publicité, elles versent des larmes de crocodile sur la destruction de la biodiversité. Elles clament leur préoccupation quant aux graves menaces que fait peser le changement climatique sur les populations. Mais en profitent, en collaboration avec les banques d'affaires, pour avancer leurs pions vers... la conquête de marchés et de nouvelles opportunités de profit. Comment ? Par une ingénierie financière extrêmement sophistiquée. Les crédits-carbone et les compensations-

30 "Le philanthrocapitalisme (...) ne relève guère de la charité ou du don, mais plutôt du profit, du contrôle et de l'accaparement. Il s'agit d'un modèle économique d'investissement et d'un modèle politique de contrôle qui étouffent la diversité, la démocratie et les solutions alternatives". In : "Un pour cent, reprendre le pouvoir face à la toute-puissance des riches", Vandana Shiva, Ed. Rue de l'échiquier, 2019.

biodiversité, qui s'achètent et se vendent sur les marchés financiers et sont adossés à des caisses de compensation, ces "trous noirs de la finance", comme il avait été déclaré à l'occasion de l'affaire Clearstream. Les pollueurs et les destructeurs de l'environnement peuvent acheter ces crédits et ces compensations, comme au moyen âge on achetait des indulgences, et continuer à détruire et polluer la planète en toute impunité.

Big data is watching you

Il y a une quinzaine d'années, nous avons tous été exposés à une propagande intensive en faveur du big data. Venue d'outre-Atlantique, et plus précisément de la Silicon Valley, cette vogue déferlante emplissait les médias. Les chants de sirènes des experts es-marketing et des docteurs-consultants des cabinets internationaux s'enflammaient sur des promesses infinies qui ouvraient tous les champs des possibles. Pour être branché, il fallait faire du "data-mining", autrement dit de "l'extraction" de données numériques. Le terme avait de quoi mettre la puce à l'oreille. Extraire les données ? Les nôtres bien sûr !

Comme toujours, les nouveautés technologiques exercent une fascination sur les grands enfants naïfs que nous sommes. Nous avons très majoritairement été captivés puis captés par ce mouvement insidieux d'applications qui nous étaient offertes : miroirs aux alouettes... Facebook, Instagram pour ne citer qu'eux, flattaient les égos des utilisateurs qui comptaient leurs amis sur la toile et y testaient leur influence. L'augmentation phénoménale des abonnés à ces réseaux dits sociaux s'accompagnait d'une croissance continue et exponentielle des données récoltées - les fameuses data - véritable mine pour des profits futurs.

GAFAM, consultants, Big Pharma ont su faire converger leurs intérêts. Soi-disant pour notre sécurité et notre confort, ils pompent nos données, toutes les traces que nous laissons sur le net, en nous déplaçant avec nos smartphones, ou en passant devant des caméras de surveillance, et bientôt en nous déplaçant dans nos maisons, via l'internet des objets. Ils les captent, les stockent, les "processent" *en temps réel* grâce à tous les avatars de l'intelligence artificielle puis les recourent, les profilent, les revendent au plus offrant.

Pour exploiter ces données, les GAFAM et consorts perfectionnaient ainsi des algorithmes toujours plus sophistiqués. Ils se targuent aujourd'hui de connaître la personnalité des internautes mieux que ceux-ci se connaissent eux-mêmes. De là à entrevoir des formes de "guidance comportementale", il n'y avait qu'un pas qui a vite été franchi.

Parce que l'architecture lexicale participe à la programmation mentale, des milliardaires du net, comme Robert Mercer, ami de longue date de Donald Trump et de Steve Bannon, se sont toujours intéressés à ce qu'ils appellent la linguistique computationnelle, qui permet non seulement d'étudier les comportements, mais de les prédire et de les modeler. Le marketing comportemental est né. La nouvelle mine et la nouvelle manne, c'est la possibilité de façonner les tendances qu'elles soient individuelles ou collectives. Et le pouvoir qui en résulte est exorbitant, c'est le pouvoir de programmer et de diriger sans entraves !

L'offensive transhumaniste

Dans cette obsession récurrente à programmer et à contrôler des GAFAM, l'offensive idéologique en cours, c'est le transhumanisme. Les patrons de la Silicon Valley, dans leur immense majorité, se revendiquent du transhumanisme, une pseudo-philosophie, espèce de religion millénariste qui fait rage aux États-Unis depuis le début des années 80. Leur conception du corps comme une machine intelligente et du cerveau comme un réseau électronique complexe sont d'une puérité confondante et complètement démentie par la science, qu'importe ! Ils *croient* au couplage homme-machine. Leur visée ultime ? Vaincre la mort grâce au progrès conjugué de l'informatique, des biotechnologies, des neurosciences et de l'intelligence artificielle³¹.

Impulsé dans une totale déraison, un nouveau partage du monde et du rapport au vivant est en train de s'opérer. Des acteurs privés - géants du net, du commerce en ligne, de la surveillance, de la télémédecine, de la e-éducation, de la consultance, de big-pharma, de l'intelligence artificielle (IA), de l'internet des objets (IDO), des smart-cities et safe-cities etc. - sont non seulement en train de se partager mais aussi de programmer le monde. Quel monde ? Celui de l'ensemble des humains sur terre dans tous les domaines de leurs activités.

Une pure folie ? Toutes les époques ont connu leurs lots de fous³². La nôtre se caractérise peut-être par le fait que nombres de ces malades se retrouvent propulsés aujourd'hui au sommet d'États ou de firmes à dimensions planétaires. Atteints de pléonexie – amour *insatiable* de l'argent et du pouvoir – d'une hypertrophie de l'ego, indifférents à la souffrance d'autrui et au sort de la planète.

31 Cf ces start-up aux noms évocateurs tel "Neuralink", promoteur de *l'ingénierie neuronale* (sic).

32 Pour Éric Fromm, si les sociétés équilibrées découragent les penchants pervers ou mégalomanes, les périodes troubles, où la société est elle-même souffrante ou malade, favorisent l'accès au sommet des malades et pervers. In : "La passion de détruire : Anatomie de la destructivité humaine", Éric Fromm, Ed. Robert Laffont, 2001.

L'humanité comme un troupeau...

Pour revenir à la crise sanitaire, il est significatif de souligner certains éléments de langage utilisés. Symptomatiquement, pour qualifier la vaccination de masse, les Big Pharma utilisent l'expression "herd vaccination", littéralement *vaccination de troupeau* ! Ils mettent de facto la main sur un gigantesque marché : celui de l'immunité humaine et organisent la pharmacodépendance à l'échelle mondiale. Pour réussir l'opération, la "pandémie" est l'opportunité unique pour effectuer une OPA sans précédent sur le marché de la santé humaine. Troisième, puis quatrième dose d'injections Pfizer expérimentales, dont l'Union Européenne a commandé³³, à prix secret, 1,8 milliard de doses en mai 21.

"Vaccination de masse" : rappelons que cet objectif a été poursuivi en France par le biais de redoutables techniques de persuasion : chantage à l'emploi, négation du droit de circuler, de se réunir, entrave aux activités de culture et de loisirs mais aussi intimidation, discrimination et stigmatisation des personnes non-vaccinées. Qui n'a pas en mémoire les propos du chef de l'État ; "Eh bien, là, les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder. Et donc, on va continuer de le faire, jusqu'au bout"³⁴. Ces propos sont-ils dignes d'un président de la République ?

Qui plus est, cette "vaccination de masse" s'est effectuée sans aucun recul, avec des produits en phase d'essai clinique, dont la composition restait inconnue et les effets secondaires peu étudiés, et ainsi au mépris de l'éthique médicale, du serment d'Hippocrate, du code de Nuremberg, de la Convention d'Oviedo, etc.

L'octroi d'une autorisation provisoire de mise sur le marché de ces "vaccins" n'a elle-même été rendue possible que suite au discrédit jeté sur toute autre forme de soin, voire l'interdiction pure et simple de prescription alternative. Laissant ainsi les malades livrés à eux-mêmes, sans soins précoces, et les médecins-praticiens dans une totale impuissance d'action. Les docteur-es, chercheur-es, professeur-es, infirmier-es qui se sont dressés contre cette politique ont chèrement payé leur opposition³⁵.

Vers un crédit social à la française ?

A l'instar de la Chine, première dictature numérique au monde, la surveillance des peuples se généralise. Le régime de Pékin qualifie ce système de "contrôle socio-psychologique".

³³ L'Union européenne a dégagé les fabricants de toute responsabilité en matière d'effets secondaires et même de décès ! La présidente de la Commission, Ursula Von der Leyen, est actuellement mise en cause pour avoir effacé plus d'un mois de SMS échangés avec Albert Bourla, directeur général de Pfizer (New York Times, avril 2021).

³⁴ Entretien d'E. Macron au journal Le Parisien, 4 janvier 2022.

³⁵ Cf. "Décidément ils n'ont toujours rien compris", Pr Christian Perronne, Ed. Albin Michel, 2021.

Au nom de la compétition internationale, les États-Unis et leurs alliés foncent tête baissée dans la même direction : surveillance numérique et guidance comportementale. Rivalité mimétique : pour ne pas se laisser dépasser par les concurrents, on leur emboîte le pas, et parfois on les précède.

En France, avec le pass-sanitaire (août 2021) puis le pass-vaccinal (janvier 2022) : c'est un dispositif numérique de contrôle et de guidage comportemental sans précédent qui est mis en place en moins de six mois³⁶.

Outre la ségrégation qu'il instaure en définissant deux catégories de citoyens auxquels sont accordés des droits différents selon leurs statuts vaccinaux, ce dispositif comporte de redoutables dangers :

- du fait de son horizontalité : le contrôle des pass peut s'effectuer entre les populations et *par* les populations. Des personnes privées, non assermentées, se trouvent en position de pouvoir vérifier l'identité d'autres personnes et d'avoir accès à des informations relevant du secret médical ;
- en ce qu'il renforce la traçabilité et permet, dans un but de contrôle et de surveillance, d'identifier et de localiser les personnes voire de connaître leurs déplacements et leurs contacts quotidiens ;
- en ce qu'il permet des évolutions incontrôlables : les pass-sanitaires puis vaccinaux et les QR codes sont des outils évolutifs. Selon les états d'urgences politiques et sociales, ils sont *techniquement* à même d'intégrer de nouvelles données : bancaires, fiscales, pénales, comportementales, etc.

Ainsi, l'infrastructure de base est posée comme première étape. La liste des possibilités d'évolution est longue et dépendra des pouvoirs en place. Mais l'on voit mal les gouvernements actuels ou à venir ne pas être tentés d'utiliser à leur profit de telles potentialités de contrôle...

Ainsi, s'il ne constitue pas encore, un système de *crédit social* tel qu'il se présente en Chine, le dispositif de contrôle institué au sein de différents pays de l'UE, et tout particulièrement en France, en est une préfiguration inquiétante. Une fois ce dispositif technique inscrit dans la durée, une fois son utilisation quotidienne banalisée, rien n'empêchera d'avancer vers un système de crédit social plus poussé. La boîte de Pandore est désormais ouverte.

Présentés comme des "mesures temporaires", les pass-sanitaires ou vaccinaux constituent une violation des droits et libertés fondamentales. Ils s'attaquent aux bases du contrat social en établissant une citoyenneté à deux vitesses. S'ils étaient pérennisés, comme s'y emploie la

36 L'instauration de pass-sanitaires numériques s'effectuera à peu près au même moment dans différents pays d'Europe (Italie, Allemagne...) avec des modalités distinctes. Le rôle d'impulsion de l'Union européenne a été souligné. Début 2021 le commissaire T. Breton présentait ce dispositif comme LE moyen de contrôler la pandémie. Il est admis que cette option n'avait rien de sanitaire. Son efficacité en la matière n'a d'ailleurs jamais été démontrée.

Commission européenne, nous serions pris dans un engrenage sans fin, menant tout droit vers un "totalitarisme sanitaire et numérique"³⁷ basé sur la surveillance et le contrôle permanent des populations.

Conclure... ou commencer

Si nous acceptons d'être traités comme des objets, risquons-nous de devenir des objets ? Si nous n'y prenons garde, notre citoyenneté sera réduite au numérique et notre identité humaine à une marchandise. Une chose est claire : aussi sûrement que l'ingestion, via l'alimentation, de perturbateurs endocriniens vient dérégler notre horloge hormonale, le bombardement incessant de messages conçus sur mesure pour nous séduire ou nous soumettre, viendra perturber notre psyché et notre jugement. Si nous renonçons à nos mémoires, à nos valeurs, quelle déflagration du noyau pour chacune et chacun des membres de la communauté humaine !

Au nom de la protection sanitaire et de la gestion de la crise, par des mesures techniques et réglementaires, le législatif a été contourné, les droits ont régressé. Simultanément, la gouvernance globale avançait à pas de géants, à coup de brusques accélérations³⁸. Comme les pièces éparses d'un puzzle, dont le tableau final n'est pas discernable mais qui, une fois assemblées, font apparaître la structure complète.

Cette infrastructure techno-numérique surgit de la conjugaison de la passion névrotique de contrôle - celle des appareils de surveillance-, et de la soif inextinguible de profits - celle des GAFAM, de Big Pharma, des fonds d'investissement... Sinistre combinaison !

Mais ce scénario n'a rien d'inévitable. Même si les porte-paroles du techno-libéralisme et les cohortes de consultants "acharnés à nous faire prendre leurs désirs pour nos fatalités" veulent encore et toujours accélérer le mouvement, de plus en plus de résistances à ce nouvel ordre du monde s'expriment, y compris dans les assemblées élues.

Les GAFAM ont perdu de leur superbe. Economiquement et juridiquement leurs ambitions démesurées sont remises en cause. Les accusations et les procès se multiplient. Les positions

37 Cf "Covid-1984, La vérité politique du mensonge sanitaire", Michel Weber, Ed. Chromatika, 2020.

38 Dernière en date : le projet de Traité international qui vise à donner à l'OMS des pouvoirs supranationaux pour la gestion de futures pandémies.

monopolistiques de ces géants tentaculaires et leurs pratiques anticoncurrentielles sont aujourd'hui dans le collimateur des autorités de régulation, en Europe comme aux Etats-Unis.

Il va de même pour les cabinets de consultants. Ainsi, une série d'auditions au Sénat, en février 2022, a mis en relief l'omniprésence de McKinsey et consorts dans la définition des politiques d'État. Le Sénat se réveille ? Lui qui avait voté le pass-vaccinal sous pression le 12 janvier 2022 revient sur le sujet. Une commission d'enquête sénatoriale en demande aujourd'hui la levée.

D'autre part, des plaintes sont déposées contre des responsables politiques : la plus notoire est celle contre Agnès Buzin, mise en examen le 10 septembre 2021. C'est maintenant à Cour de justice de la République de trancher.

Plus largement, nombre de journalistes et de chercheurs ont sonné l'alerte. D'excellents ouvrages, comme "Les infiltrés" de Mathieu Aron et Caroline Michèle-Aguirre, "Le coup d'État d'urgence"³⁹ de l'avocat Arié Alimi, ou "De la démocratie en pandémie" de Barbara Stiegler⁴⁰, offrent des analyses et argumentaires étayés pour sortir du brouillard de la désinformation.

L'histoire des masques restera sans doute emblématique. Car de l'affaire des masques, à la "consultance" McKinsey et au pass-vaccinal, on constate un continuum. Un continuum dans le mensonge, peu à peu érigé en méthode et même en principe de gouvernement. A force de nous mentir, le gouvernement a réveillé l'esprit critique.

L'esprit critique et l'esprit de solidarité : après les confinements, les couvre-feux, les restrictions de réunions et les litanies lancinantes de "gestes barrières" et "distanciation sociale", il faut retrouver le NOUS. Parce que "chaque homme porte la forme entière de l'humaine condition" (Montaigne), l'autre n'est pas une menace, il est une chance.

Et si, une fois notre lucidité retrouvée, l'indignation est la première réaction, témoignant des souffrances et des colères, elle sera salutaire.

Face aux GAFAM, aux consultants de l'ombre, aux établissements de sécurité et aux gouvernements qui leur sont assujettis, il n'y a pas de formule magique, mais des milliers de pistes de résistance à explorer et à partager pour reconquérir nos citoyennetés.

Un défi historique nous est lancé. Agir devient une nécessité, à la fois individuelle et collective, pour préserver l'avenir du genre humain.

39 "Le coup d'État d'urgence", Arié Alimi, Ed. du Seuil, janv. 2021

40 "De la démocratie en pandémie", Barbara Stiegler, Tract Gallimard, janv. 2021

Postface :

Cette contribution citoyenne est une initiative pour le "déconfinement" du débat public sur la crise du Covid 19. Sans entrer dans les détails de la controverse médicale, qui n'est pas de notre ressort, il s'agit d'éclairer des angles morts, de braquer les projecteurs sur des acteurs qui s'affairent depuis longtemps en coulisses pour proposer et avancer leurs solutions *en cas* de crise sanitaire.

La tâche qui nous paraissait simple s'est avérée ardue, tant les facteurs et tendances lourdes, à l'œuvre depuis des décennies, se croisent et se renforcent mutuellement.

La configuration contemporaine est si complexe, embrouillée, biaisée et sur-conditionnée que seule une reconfiguration de la critique peut servir de guide pour commencer à démêler l'enchevêtrement des enjeux.

C'est à un exercice similaire que nous nous étions livrés pour combattre les brevets sur le vivant, les OGM, les négociations de l'OMC et un accord scélérat négocié en secret, l'Accord Multilatéral sur l'Investissement. Une fois n'est pas coutume, forte d'une large mobilisation, cette campagne citoyenne fut victorieuse.

Auteur(s) :

Agnès Bertrand, philosophe de formation, secrétaire générale d'Ecoropa, membre-fondatrice de l'Observatoire de la Mondialisation, auteure de "OMC : Le pouvoir invisible" Fayard, 2002

Thierry David, politologue de formation, membre de l'Observatoire de la Mondialisation, co-auteur de "Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI) : le test de Dracula", L'Esprit Frappeur, 1998

avec la participation de :
Arlette Harrouch, engagée dans l'agriculture bio depuis 1982, directrice de
Nature et Progrès de 1997 à 2004.

Pour la diffusion par Internet,
merci de respecter l'intégrité du texte dont la version originale PDF a été déposée
© *Lignes Citoyennes* – Piémont cévenol, mai 2022

lignescitoyennes@riseup.net